

Une éducation et une formation pour l'amélioration de la société
Contribution de la Communauté internationale bahá'íe
à la 55^{ème} session de la Commission de la condition de la femme des Nations unies

22 février 2011

Le rôle essentiel joué par l'éducation et la formation des femmes et des jeunes filles pour le bien-être et le progrès des communautés et des nations a été définitivement reconnu. Traditionnellement, les retombées positives d'une telle éducation ont été évaluées en terme de croissance économique, mais le bien-être matériel n'est qu'une des nombreuses modalités de la participation des femmes et des jeunes filles aux transformations sociales. Permettre une croissance significative et durable de cette participation exigera un dialogue plus fondamental en ce qui concerne le type de développement, la « modernité » et l'organisation des activités de formation.

L'être humain n'est pas seulement une créature économique et sociale, mais aussi un être spirituel possédant un libre-arbitre et une conscience lui permettant la quête de sens et de vérité. Sans la liberté de poursuivre cette quête humaine fondamentale, ni la dignité, ni la justice, ni le développement – dans leurs significations les plus larges – ne sont possibles. La Communauté internationale bahá'íe considère le développement en tant qu'entreprise mondiale permettant à tous les individus d'améliorer leurs capacités personnelles et leurs qualités spirituelles¹ ainsi que de contribuer aux progrès de leur communauté. Le développement est une entreprise qui exige des efforts partagés tant de la part des hommes que des femmes qui travaillent ensemble à la construction d'un ordre social caractérisé par la justice, l'équité, la réciprocité et la prospérité collective. Les systèmes d'éducation, les sciences et la technologie doivent donc être organisés de telle sorte qu'ils mettent en évidence, à la fois, les dimensions matérielles et spirituelles de l'être humain – permettant à chacun de prendre sa part à l'amélioration de la société.

La division du monde entre producteurs et consommateurs de la connaissance est une déficience de l'ordre mondial actuel – ayant de graves implications dans la qualité et la légitimité de l'éducation, des sciences et des technologies ainsi que dans la gouvernance et l'élaboration des politiques. Tant que la plupart des êtres humains seront considérés comme utilisateurs d'une technologie créée ailleurs, il est peu probable qu'un développement durable et positif puisse s'enraciner.² Si l'accès à la connaissance est un droit pour chaque être humain, participer à sa production, à son application et à sa diffusion est une responsabilité que chaque individu doit assumer et doit pouvoir assumer.³ Changer le flux actuel de la connaissance – du nord vers le sud, des villes vers les campagnes, des hommes vers les femmes – libèrera la transformation des conceptions étroites à propos de la « modernisation ».

L'expérience acquise par la communauté mondiale bahá'íe dans le champ de l'éducation et de l'édification communautaire a montré que plusieurs concepts sont cruciaux dans la conduite des processus éducatifs, y compris le développement de cursus dont le but est la transformation des individus et de leurs communautés. Ces concepts comprennent :

- éducation morale et spirituelle. Dans le domaine éducatif, le développement spirituel et moral a souvent été séparé de la formation intellectuelle et professionnelle. Cette dissociation est souvent due à de louables intentions de tolérance et de respect. Cependant, force est de reconnaître que toutes les sociétés sont mues par des intérêts politiques, économiques et culturels qui promeuvent des modèles corrompus de pensée et de comportement pour la jeunesse. Transmettre la capacité d'incarner et d'appliquer des principes spirituels, moraux et éthiques deviendra par conséquent indispensable à l'édification d'une civilisation mondiale prospère.

- repenser l'étudiant, repenser l'enseignant. Chaque programme éducatif repose sur des présupposés fondamentaux relatifs à la nature humaine. Parvenir à un développement durable

suppose donc de remettre en question ces conceptions sous-jacentes tant au niveau des professeurs que des étudiants. Un enfant – loin d’être un contenant vide attendant d’être rempli – doit être vu comme « une mine riche de gemmes d’une valeur inestimable », ses trésors se révélant et se développant pour le bien de l’humanité uniquement grâce à l’éducation. De manière similaire, les enseignants – dont la louable profession est injustement déconsidérée – doivent aussi reconnaître que, s’ils veulent réaliser une transformation tant au niveau du caractère que de celui de l’intelligence, ils doivent, avant toutes choses, incarner et être le modèle des principes qu’ils enseignent.

- apprentissage systématique et participation. Le concept de la participation apparaît également sous un jour nouveau. La participation effective exige un processus systématique d’apprentissage dans chaque communauté, de manière à lui permettre d’identifier ses forces et ses faiblesses, d’expérimenter des idées et des méthodes nouvelles, des technologies et des processus nouveaux, et de devenir, en fin de compte, le premier agent de son développement. Une des premières étapes du développement participatif est de promouvoir l’engagement d’un nombre croissant d’individus dans les processus d’apprentissage – fondés sur l’action, la réflexion sur l’action et la délibération collective – dans un effort constant de produire et d’appliquer des connaissances qui améliorent les conditions de la vie communautaire.

- transformation individuelle et sociale. La transformation de la société humaine exige à la fois la transformation de l’individu et la création délibérée de nouvelles structures sociétales. Les individus doivent être formés et rendus plus autonomes, mais en restant attentifs aux conditions culturelles, scientifiques, technologiques, éducatives, économiques et sociales qui les déterminent. L’interaction continue entre le développement individuel et l’établissement de nouvelles structures sociales ouvre la voie d’un changement social, tout en évitant l’autosatisfaction ou la violence.

- solidarité mondiale. S’acheminer vers la levée des obstacles entravant l’éducation des filles et des femmes nécessite un système de gouvernance mondiale assurant une sécurité collective, la promotion des droits humains, le développement durable ainsi qu’un ordre économique équitable. Ce système se caractérisera notamment par l’adhésion au principe d’administration collective et de compréhension que l’intérêt de chacune de ses parties est garanti par l’intérêt commun.

Permettre l’accès à un nombre croissant de jeunes filles et de femmes à l’éducation et à la formation, pour jouer un rôle actif dans la production et l’application des sciences et de la technologie, n’est pas seulement une question de technologie ou d’économie. Cela exige plutôt de la part des nations et des communautés d’élargir leurs présupposés relatifs au développement, à la nature humaine, aux processus de production et de création et de partage des connaissances, au progrès et à la modernité. Les accords politiques seuls se montreront insuffisants, tout comme les approches purement pragmatiques. C’est seulement lorsque l’égalité entre hommes et femmes – travaillant côte à côte à l’amélioration de leurs communautés – sera élevée au niveau de principe que le véritable potentiel de l’esprit humain sera réellement exploité. Le véritable développement n’apparaîtra que lorsque les principes d’équité, de justice et de générosité deviendront les critères d’évaluation des programmes et que la nature humaine sera envisagée dans sa totalité plutôt qu’uniquement dans sa dimension matérielle.

¹ Parmi d’autres conditions, ceci inclut la capacité de favoriser l’expression d’opinions et d’idées diverses, la capacité de prendre en compte de nouvelles perspectives avec un esprit ouvert, la capacité de voir la diversité comme une source de force, la capacité d’évaluer la situation d’une communauté locale et de travailler à la recherche d’une situation meilleure, et la capacité d’élever le débat au niveau des principes moraux et spirituels, et la capacité de savoir exprimer des pensées

personnelles. La confiance, la justice, l'honnêteté, l'intégrité, le détachement et l'humilité sont des qualités spirituelles.

² Tout comme l'organisation de l'activité scientifique dans une culture donnée, la technologie est largement influencée par les forces culturelles, sociales, économiques et politiques. Par exemple, malgré le fait que, dans les pays en développement, la plupart des travaux agricoles soient effectués par des femmes aux faibles revenus, les premiers utilisateurs et fabricants des technologies agricoles dans ces pays ont été des hommes. Un défi important est donc la question de savoir comment créer et renforcer les conditions qui permettront aux femmes d'identifier les besoins technologiques et d'y répondre en tenant compte des enjeux sociaux et des limitations des ressources. Comment les femmes peuvent-elles évoluer du stade d'utilisatrices passives de technologies développées ailleurs à celui d'agents actifs façonnant des technologies répondant aux besoins de leurs familles et de leurs communautés ? Comment les processus de développement technologique peuvent-ils être déterminés afin de mieux répondre aux besoins de base de la population mondiale, tout particulièrement de ceux qui sont marginalisés par les forces du marché ? De telles questions nous mettent au défi de considérer la « technologie moderne » sous un jour différent – comme une technologie qui répond aux besoins locaux et considère la prospérité matérielle, sociale et spirituelle de la société dans son ensemble.

³ Le défi primordial du développement est la manière dont l'activité scientifique et technologique doit être organisée de façon à permettre partout à la population de participer à une telle activité. La majorité de la population mondiale n'a pas accès aux sciences, les jeunes filles et les femmes en particulier. La plupart des connaissances scientifiques « modernes » sont produites au sein de pays industrialisés, dans des universités et des centres de recherches spécialisés détenus, de plus en plus fréquemment, par des firmes privées. Tandis que des institutions aux frontières des sciences modernes jouent un rôle inestimable, l'application, de manière équitable, des connaissances à l'amélioration du bien-être humain exige la participation d'une diversité de plus en plus importante d'esprits. Nous devons réfléchir à ceci : quelles sont les conséquences de la prédominance masculine dans la recherche scientifique ? les femmes poseraient-elles des questions différentes ? mèneraient-elles d'autres recherches ? Étant donné que 95 % de la nouvelle science dans le monde est développée dans des pays abritant seulement un cinquième de la population mondiale, quelles sont les implications de l'absence d'un grand nombre de pays et de cultures sur les résultats de la recherche scientifique ?